

N. 96 — 1718

[C — 12498]

F. 96 — 1718

[C — 12498]

11 JULI 1996. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 9, § 4, van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 11 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982 en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988 en 26 juni 1992;

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 132, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 443 van 14 augustus 1986 houdende toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen en gewijzigd bij de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de betrokken werkgevers en werknemers dringend op de hoogte moeten worden gebracht van de afschaffing van de mogelijkheid om de onderneming vrij te stellen van de verplichting om de garantie te geven dat zij de kosten van de aanvullende vergoeding zal ten laste nemen vanaf de leeftijd bepaald in de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst en de leeftijd van 55 jaar.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het laatste lid van artikel 9, § 4 van het Koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juli 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

11 JUILLET 1996. — Arrêté royal modifiant l'article 9, § 4 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982 et les lois de 22 janvier 1985, 30 décembre 1988 et 26 juin 1992;

Vu la loi du 1^{er} août 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 132, modifié par l'arrêté royal n° 443 du 14 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle et modifié par la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les employeurs et les travailleurs concernés doivent être mis au courant d'urgence de la suppression de la possibilité de dispenser l'entreprise de fournir la garantie de supporter le coût de l'indemnité complémentaire entre l'âge prévu dans la convention collective de travail applicable et 55 ans.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le dernier alinéa de l'article 9, § 4 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 1996.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 96 — 1719

[S — C — 29202]

10 MAI 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités du contrôle des membres du personnel des Services du Gouvernement absents pour maladie ou infirmité

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, §§ 3 et 4, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 102, modifié par les arrêtés royaux des 13 novembre 1967, 2 avril 1975, 5 avril 1976, 16 novembre 1981, 18 novembre 1982, 3 juillet 1985, 28 février 1986, 16 avril 1991 et 21 novembre 1991;

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Koninklijk besluit van 7 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Arrêté royal du 7 décembre 1992, *Moniteur belge* du 11 décembre 1992.

Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des Administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, notamment l'article 19;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 octobre 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 11 octobre 1995;

Vu le protocole n° 146 du Comité de Secteur XVII, conclu le 14 décembre 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 6 mai 1996,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Membre du personnel : les agents, les stagiaires, les personnes engagées par contrat de travail des Services du Gouvernement de la Communauté française, les personnes qui, relevant d'une administration ou d'un organisme d'intérêt public de la Communauté française, sont soumises à un autre statut que celui des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et qui exercent leurs activités professionnelles dans le(s) Ministère(s) constitué(s) au sein de ces Services, à l'exception des membres du personnel visés à l'article 24 de la Constitution;

2° Service de contrôle médical : le service de l'Etat auquel est confiée la mission mentionnée à l'article 19 de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle;

3° Entité administrative à laquelle appartient un membre du personnel : l'entité administrative dans laquelle le membre du personnel exerce ses activités professionnelles;

4° Fonctionnaire général compétent pour la gestion du personnel : fonctionnaire général exerçant l'autorité fonctionnelle sur l'entité administrative qui, dans chacune des Administrations reprises sous 1°, est chargé de gérer le personnel.

Art. 2. Le service de contrôle médical est chargé de vérifier la réalité de l'incapacité de travail des membres du personnel absents pour cause de maladie ou d'infirmité.

Le contrôle médical est demandé par le fonctionnaire général dirigeant l'entité administrative à laquelle appartient le membre du personnel concerné ou le fonctionnaire auquel il a délégué ce pouvoir.

Ce contrôle est exercé par un médecin désigné par le service de contrôle médical, ci-après dénommé "médecin-contrôleur".

Art. 3. Le membre du personnel qui, pour cause d'indisposition, de maladie ou d'infirmité, est empêché de se rendre à son travail, a pour devoir d'en informer lui-même ou par l'intermédiaire d'une tierce personne et par la voie la plus rapide, son chef immédiat, afin que des mesures en vue de pourvoir éventuellement à son remplacement puissent être prises sans délai.

Art. 4. Le membre du personnel malade qui prévoit que son incapacité de travail durera plus d'un jour, se fait examiner à ses frais dans le courant de la première journée d'absence par un médecin de son choix qui établit immédiatement un certificat médical.

Ce certificat est établi sur une formule dont le modèle est arrêté, sur accord du fonctionnaire général dirigeant la Direction d'administration de la Fonction publique - cellule interministérielle, par le service de contrôle médical.

Chaque membre du personnel doit toujours être muni de réserves de ce modèle et, par conséquent, faire renouveler celles-ci en temps opportun.

Art. 5. Le membre du personnel informe le service de contrôle médical de l'adresse à laquelle le contrôle peut être effectué si celle-ci ne correspond pas à l'adresse de son domicile.

Sauf raison impérative, le membre du personnel demeure à l'adresse dont question ci-dessus pendant les trois premiers jours de son absence.

Si les déplacements lui sont médicalement autorisés et que le membre du personnel a été avisé que le contrôle n'a pu s'effectuer, il est tenu de se présenter, dans les vingt-quatre heures auprès du service de contrôle médical.

Les frais relatifs à ce contrôle sont à charge du membre du personnel.

Le membre du personnel non autorisé à quitter son domicile ou lieu de résidence mais absent de celui-ci lors de la visite du médecin contrôleur supporte les frais du nouvel examen rendu nécessaire par son absence.

Art. 6. Les séjours à l'étranger du membre du personnel absent pour cause de maladie ou infirmité sont soumis à l'autorisation préalable du service de contrôle médical.

Le membre du personnel qui désire solliciter une telle autorisation, prend contact avec ce service, au moins une semaine avant la date de son départ pour ce séjour.

A cette fin, il produit à l'intention du médecin contrôleur une attestation de son médecin traitant justifiant la proposition de séjour à l'étranger.

Art. 7. La formule dont question à l'article 4 doit être, le jour de sa délivrance, envoyée sous enveloppe affranchie comme lettre au service de contrôle médical.

Le membre du personnel veille à ce que son médecin traitant mentionne le nombre de jours de congé qu'il estime nécessaire et indique s'il est autorisé ou non à quitter son domicile. Le nom du médecin doit toujours être lisible.

Le service de contrôle médical transmet au fonctionnaire général compétent pour la gestion du personnel, le volet de la formule visée à l'article 4, qui atteste de l'incapacité de travail du membre du personnel.

Art. 8. En cas de prolongation de l'absence au-delà du terme fixé par le certificat médical, un nouveau formulaire est établi et adressé conformément aux articles 3 à 7 au plus tard la veille de la date fixée pour la reprise du travail.

Le membre du personnel informe, dans le même délai, son supérieur hiérarchique de la prolongation.

En l'absence d'information de la part du membre du personnel concerné, son supérieur hiérarchique signale la prolongation de l'absence au service de contrôle médical.

Art. 9. Si le médecin contrôleur estime que le membre du personnel peut assurer son service sans préjudice pour son état de santé, après l'en avoir informé par une formule dont le modèle est arrêté par le service de contrôle médical sur accord du fonctionnaire général dirigeant la Direction d'administration de la Fonction publique - cellule interministérielle, il en avise le fonctionnaire général compétent pour la gestion du personnel.

Le membre du personnel est tenu de se présenter sans délai auprès de son chef hiérarchique immédiat en vue de l'informer de sa reprise du travail.

Sous réserve d'un avis favorable du médecin traitant ou du médecin contrôleur, le membre du personnel reprend son service dès que son état de santé le lui permet, alors même que le certificat du médecin traitant aurait prévu une durée d'absence plus longue.

CHAPITRE II. — *Contrôle spontané*

Art. 10. Le service de contrôle médical peut, par dérogation à l'article 2, alinéa 2, procéder d'office à l'examen de contrôle d'un membre du personnel que le fonctionnaire général compétent pour la gestion du personnel a décidé de soumettre au régime du contrôle spontané.

Ce fonctionnaire général prend cette décision soit d'initiative, soit sur proposition du fonctionnaire général exerçant l'autorité fonctionnelle sur l'entité administrative à laquelle appartient le membre du personnel.

La décision de mise sous contrôle spontané est notifiée au membre du personnel concerné par le fonctionnaire général compétent pour la gestion du personnel, par pli recommandé.

Art. 11. Outre les obligations mentionnées aux articles 4 à 7, ou celle visée à l'article 12, le membre du personnel soumis au régime du contrôle spontané est tenu d'informer de son absence dès le premier jour de celle-ci et avant dix heures du matin, le service de contrôle médical.

CHAPITRE III. — *Absence d'un jour*

Art. 12. Le membre du personnel victime d'une indisposition passagère dont la durée présumée n'excède pas un jour, en informe son supérieur hiérarchique immédiat.

CHAPITRE IV. — *Du contrôle des absences*

Art. 13. Les examens de contrôle s'effectuent au domicile du membre du personnel malade ou à l'adresse visée à l'article 5 alinéa 1er.

Ils ne sont pas annoncés.

Les membres du personnel autorisés à quitter leur domicile ou résidence peuvent être appelés à se présenter pour un examen de contrôle.

Art. 14. Si le médecin contrôleur estime que l'absence pour cause de maladie ou d'infirmité est justifiée, il communique immédiatement sa décision à l'intéressé.

Si le médecin contrôleur estime qu'une absence n'est pas médicalement justifiée, il ordonne la reprise d'activité du membre concerné, le jour ouvrable suivant sa décision.

Il invite le membre du personnel concerné à viser le document contenant sa décision sur une formule dont le modèle est arrêté par le service de contrôle médical, sur accord du fonctionnaire général dirigeant la Direction d'administration de la Fonction publique - cellule interministérielle.

CHAPITRE V. — *Examen médical complémentaire*

Art. 15. Lorsqu'un membre du personnel s'estime lésé par une décision de remise au travail le concernant, il peut, sans préjudice du droit de recours visé à l'article 46 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, dès le premier jour ouvrable suivant la décision, demander au service de contrôle médical, par l'intermédiaire de son médecin traitant, un examen médical complémentaire.

Art. 16. L'examen visé à l'article 15 est effectué par un médecin désigné de commun accord par le service de contrôle médical et par le médecin traitant du membre du personnel concerné, sur base d'une liste de médecins fournie par ce service.

Les médecins repris sur la liste visée à l'alinéa précédent ne peuvent exercer ou avoir exercé des activités de contrôles au sens de l'article 2, pour le compte de ce service.

L'examen a lieu au cabinet du médecin désigné si le membre du personnel est en état de se déplacer.

Art. 17. Le médecin désigné examine le membre du personnel dans les deux jours ouvrables qui suivent la réception du recours visé à l'article 15.

Le membre du personnel peut être accompagné de son médecin traitant.

Le médecin traitant peut se faire représenter par un confrère délégué à cet effet.

Le médecin désigné communique immédiatement après examen sa décision au membre du personnel.

Art. 18. Si le médecin désigné considère que l'absence pour cause de maladie n'est pas justifiée, le membre du personnel reprend son activité le jour ouvrable suivant cette décision.

Art. 19. Pendant la procédure d'examen médical complémentaire, la décision du médecin contrôleur est suspendue.

Art. 20. Les frais relatifs à cette procédure sont à charge de la partie dont la position est infirmée par la décision du médecin désigné.

CHAPITRE VI. — *Des congés de maternité*

Art. 21. Les congés de maternité donnent lieu à l'introduction auprès du service de contrôle médical, d'un certificat couvrant la totalité du congé de maternité.

Ce certificat est adressé au plus tard le jour fixé par le médecin traitant comme début du congé de maternité et mentionne la date prévue pour l'accouchement.

Les fausses couches intervenant avant le 181^{ème} jour de gestation donnent lieu à l'introduction d'un certificat médical visé à l'article 4.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois suivant celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 23. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 10 mai 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

[S - C - 29202]

N. 96 — 1719

10 MEI 1996

Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de controle op de wegens ziekte of gebrekkigheid afwezige personeelsleden van de Diensten van de Regering

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, §§ 3 en 4, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 102, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 november 1967, 2 april 1975, 5 april 1976, 16 november 1981, 18 november 1982, 3 juli 1985, 28 februari 1986, 16 april 1991 en 21 november 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 oktober 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 1995;

Gelet op het protocol nr. 146 van het Sectorcomité XVII, gesloten op 14 december 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 6 mei 1996 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° **Personeelslid** : de ambtenaren, de stagiairs, de personen die door de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap bij arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen, de personen die, ressorterend onder een bestuur of een instelling van openbaar nut van de Franse Gemeenschap, onderworpen zijn aan een ander statuut dan het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en die hun beroepsactiviteiten uitoefenen in het (de) Ministerie(s) dat (die) in deze Diensten is (zijn) opgericht, behoudens de personeelsleden bedoeld bij artikel 24 van de Grondwet;

2° **Dienst voor medisch toezicht** : de Rijksdienst waaraan de opdracht vermeld in artikel 19 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid is toevertrouwd;

3° **Administratieve entiteit** waartoe een personeelslid behoort : de administratieve entiteit waarin het personeelslid zijn beroepsactiviteiten uitoefent;

4° **Ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeelsbeheer** : ambtenaar-generaal die het functioneel gezag uitoefent over de administratieve entiteit die in elk van de in 1° vermelde besturen belast is met het personeelsbeheer.

Art. 2. De dienst voor medisch toezicht heeft als opdracht na te gaan of de wegens ziekte of gebrekkigheid afwezige personeelsleden werkelijk arbeidsongeschikt zijn.

Het medisch toezicht wordt aangevraagd door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de administratieve entiteit waartoe het betrokken personeelslid behoort of door de ambtenaar die hij daartoe machtigt.

Het toezicht wordt uitgeoefend door een arts aangesteld door de dienst voor medisch toezicht, hierna "controle-arts" genoemd.

Art. 3. Het personeelslid dat wegens ongesteldheid, ziekte of gebrekkigheid verhinderd wordt zich naar zijn werk te begeven, is verplicht persoonlijk of via een derde zijn onmiddellijke hiërarchische meerdere zo vlug mogelijk te verwittigen om zonder verwijl maatregelen te kunnen treffen voor zijn eventuele vervanging.

Art. 4. Het zieke personeelslid dat vermoedt dat zijn arbeidsongeschiktheid meer dan een dag zal duren, laat zich op eigen kosten in de loop van de eerste dag afwezigheid door een arts naar eigen keuze onderzoeken die onmiddellijk een medisch attest aflevert.

Dit attest wordt opgesteld op een formulier waarvan het model, met instemming van de ambtenaar-generaal tot wiens bevoegdheid de Bestuursdirectie voor Ambtenarenzaken - interministeriële cel - behoort, door de dienst voor medisch toezicht wordt bepaald.

Ieder personeelslid moet dit model steeds in voorraad hebben en, bij gevolg, deze tijdig laten aanvullen.

Art. 5. Het personeelslid deelt aan de dienst voor medisch toezicht het adres mede waar de controle kan uitgeoefend worden indien dit adres niet overeenstemt met zijn woonplaats.

Behoudens dwingende redenen, verblijft het personeelslid tijdens de eerste drie dagen van zijn afwezigheid op het adres waarvan hierboven sprake.

Indien het personeelslid medische toelating heeft gekregen om zich te verplaatsen en het verwittigd werd dat de controle niet kon plaatshebben, moet het lid zich bij de dienst voor medisch toezicht binnen de vierentwintig uren aanmelden.

De kosten voortvloeiend uit deze controle vallen ten laste van het personeelslid.

De kosten van het nieuw onderzoek ten gevolge van de afwezigheid van het personeelslid dat geen toelating heeft gekregen zijn woon- of verblijfplaats te verlaten maar desondanks afwezig was bij het bezoek van de controle-arts, vallen ten laste van dat personeelslid.

Art. 6. Het verblijf in het buitenland van het wegens ziekte of gebrekkigheid afwezige personeelslid wordt ter voorafgaande toestemming aan de dienst voor medisch toezicht voorgelegd.

Het personeelslid dat een dergelijke toestemming wenst aan te vragen, neemt ten minste een week vóór de datum van zijn vertrek voor dit verblijf contact op met deze dienst.

Daartoe legt hij ter attentie van de controle-arts een attest van zijn behandelende arts voor ter verantwoording van het voorstel tot verblijf in het buitenland.

Art. 7. Het formulier waarvan sprake in artikel 4 moet de dag waarop het wordt afgeleverd onder een als brief gefrankeerde omslag naar de dienst voor medisch toezicht worden verstuurd.

Het personeelslid zorgt ervoor dat zijn behandelende arts het aantal dagen ziekteverlof vermeldt dat hij nodig acht en dat hij ook vermeldt of het lid al dan niet zijn woonplaats mag verlaten. De naam van de arts moet altijd leesbaar zijn.

De dienst voor medisch toezicht stuurt naar de ambtenaar-generaal die bevoegd is inzake personeelsbeheer het luik van het in artikel 4 bedoelde formulier, waarin de arbeidsongeschiktheid van het personeelslid wordt bevestigd.

Art. 8. Duurt de afwezigheid langer dan de in het medisch attest vastgestelde termijn, dan wordt, overeenkomstig de artikelen 3 tot 7, een nieuw formulier ingevuld en uiterlijk de dag vóór de datum bepaald voor het hervatten van het werk opgezonden.

Het personeelslid verwittigt binnen dezelfde termijn zijn hiërarchische meerdere van de verlenging.

Zonder bijkomende informatie vanwege het betrokken personeelslid, deelt zijn hiërarchische meerdere de verlenging van de afwezigheid mede aan de dienst voor medisch toezicht.

Art. 9. Indien de controle-arts denkt dat het personeelslid zijn werk kan hervatten zonder zijn gezondheidstoestand in gevaar te brengen, stelt hij er de ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeelsbeheer van op de hoogte, na het betrokken lid te hebben verwittigd via een formulier waarvan het model wordt bepaald door de dienst voor medisch toezicht met de instemming van de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Bestuursdirectie voor ambtenarenzaken - interministeriële cel.

Het personeelslid is verplicht zich zonder verwijl aan te melden bij zijn onmiddellijke hiërarchische meerdere om hem te laten weten dat hij het werk hervat.

Onder voorbehoud van een gunstig advies van de behandelende arts of de controle-arts, neemt het personeelslid zijn ambt weder op zodra zijn gezondheidstoestand het hem toelaat, zelfs wanneer het attest van de behandelende arts een langere afwezigheidsduur had bepaald.

HOOFDSTUK II. — *Spontane controle*

Art. 10. De dienst voor medisch toezicht kan, in afwijking van artikel 2, lid 2, van rechtswege een personeelslid aan een controle-onderzoek onderwerpen wanneer de ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeelsbeheer beslist heeft op dat lid het stelsel van de spontane controle toe te passen.

Deze ambtenaar-generaal neemt deze beslissing ofwel op eigen initiatief, ofwel op de voordracht van de ambtenaar-generaal die het functioneel gezag uitoefent over de administratieve entiteit waarvan het personeelslid afhankelijk is.

Er wordt bij een aangetekende brief aan het personeelslid kennis gegeven van de beslissing van de ambtenaar-generaal bevoegd voor het personeelsbeleid dat het onder spontane controle wordt gesteld.

Art. 11. Buiten de verplichtingen vermeld onder de artikelen 4 tot 7 of deze bedoeld bij artikel 12, is het personeelslid onderworpen aan het stelsel van de spontane controle verplicht de dienst voor medisch toezicht vanaf de eerste dag van zijn afwezigheid en vóór tien uur 's morgens te verwittigen van zijn afwezigheid.

HOOFDSTUK III. — *Een dag afwezigheid*

Art. 12. Het personeelslid dat ongesteld is voor een periode die naar alle waarschijnlijkheid niet langer dan een dag zal duren, verwittigt zijn onmiddellijke hiërarchische meerdere.

HOOFDSTUK IV. — *Controle van de afwezigheden*

Art. 13. De controle-onderzoeken hebben plaats in de woning van het zieke personeelslid of op het in artikel 5 lid 1 bedoelde adres.

Zij worden niet aangekondigd.

De personeelsleden die toelating hebben gekregen hun woon- of verblijfplaats te verlaten kunnen verzocht worden zich aan te melden voor een controle-onderzoek.

Art. 14. Indien de controle-arts van oordeel is dat de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid verantwoord is, deelt hij onmiddellijk zijn beslissing aan betrokkene mede.

Indien de controle-arts van oordeel is dat een afwezigheid medisch niet verantwoord is, beveelt hij aan betrokken lid het werk te hervatten op de werkdag die volgt op zijn beslissing.

Hij verzoekt het betrokken personeelslid het document met zijn beslissing voor gezien te tekenen op een formulier waarvan het model wordt bepaald door de dienst voor medisch toezicht, met de instemming van de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Bestuursdirectie voor ambtenarenzaken - interministeriële cel.

HOOFDSTUK V. — *Bijkomend medisch onderzoek*

Art. 15. Wanneer een personeelslid zich door een beslissing tot werkhervatting die hem aanbelangt benadeeld voelt, kan hij, onverminderd het recht op beroep bedoeld bij artikel 46 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 houdende bepaling van de algemene principes, vanaf de eerste werkdag die volgt op de beslissing, aan de dienst voor medisch toezicht een bijkomend medisch onderzoek aanvragen via zijn behandelende arts.

Art. 16. Het bij artikel 15 bedoeld onderzoek wordt uitgevoerd door een arts die wordt aangesteld in onderlinge overeenstemming tussen de dienst voor medisch toezicht en de behandelende arts van het betrokken personeelslid, gekozen uit een lijst van artsen die door deze dienst wordt bezorgd.

De artsen die opgenomen zijn op de in het vorig lid bedoelde lijst mogen geen controle-activiteiten uitoefenen of hebben uitgeoefend in de zin van artikel 2, in opdracht van deze dienst.

Het onderzoek gebeurt op het kabinet van de aangestelde arts indien het personeelslid zich kan verplaatsen.

Art. 17. De aangestelde arts onderzoekt het personeelslid binnen de twee werkdagen die volgen op de ontvangst van het in artikel 15 bedoeld beroep.

Het personeelslid mag vergezeld zijn van zijn behandelende arts.

De behandelende arts kan zich laten vertegenwoordigen door een daartoe gemachtigde collega.

De aangestelde arts geeft onmiddellijk na het onderzoek kennis van zijn beslissing aan het personeelslid.

Art. 18. Indien de aangestelde geneesheer beschouwt dat de afwezigheid wegens ziekte niet verantwoord is, hervat het personeelslid het werk op de werkdag die volgt op deze beslissing.

Art. 19. Tijdens de procedure van het bijkomend medisch onderzoek, is de beslissing van de controle-arts opgeschort.

Art. 20. De kosten voortvloeiend uit deze procedure vallen ten laste van de partij waarvan het standpunt door de beslissing van de aangestelde arts wordt tegengesproken.

HOOFDSTUK VI. — *Bevallingsverlof*

Art. 21. Voor het bevallingsverlof moet een attest worden ingediend bij de dienst voor medisch toezicht, dat de hele duur van het bevallingsverlof dekt.

Dit attest wordt uiterlijk verstuurd op de dag die door de behandelende arts als begin van het bevallingsverlof wordt vastgesteld en vermeldt de voor de bevalling bepaalde datum.

Voor de miskramen vóór de 181e dag van de zwangerschap moet een bij artikel 4 bedoeld medisch attest worden ingediend.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 23. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 10 mei 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 96 — 1720

[S — C — 29218]

22 MAI 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant exécution du décret
du 13 juillet 1994 relatif au Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 juillet 1994 relatif au Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse, notamment les articles 4, alinéa 3, 8, 9, § 2, et 18;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 19 juillet 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 5 novembre 1994;

Vu l'avis du Conseil du Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse donné le 20 juin 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 février 1995;

Sur la proposition du Ministre ayant la Culture dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 22 mai 1996;

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Généralités*

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Décret : le décret du 13 juillet 1994 relatif au Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse;

2° Conseil : le Conseil du Théâtre pour l'Enfance et la Jeunesse institué par le décret;

3° Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française chargé de la Culture;

CHAPITRE II. — *Les subventions*

Art. 2. Le montant de la subvention pouvant être allouée à une compagnie conventionnée est de trois millions de francs au minimum et il est de trois millions de francs au maximum pour une compagnie agréée.

Après avis motivé du Conseil, le Ministre peut augmenter les montants maximum et minimum des subventions visées à l'alinéa 1er.

Art. 3. Les subventions octroyées aux compagnies et aux centres dramatiques leur sont versées en deux tranches :

1° la première, représentant 75 % de la subvention, dès après l'engagement et au plus tard pour le 30 avril;

2° le solde après réception des bilan, comptes et rapport d'activité de l'exercice écoulé, arrêtés au 31 décembre, et des programmes et budget de l'exercice en cours.

CHAPITRE III. — *L'agrément des compagnies*

Art. 4. La demande d'agrément est adressée par la compagnie au Conseil au plus tard le 31 mars de l'année qui précède la prise d'effet de l'agrément sollicité.

Le dossier de demande comporte les documents suivants :

1° les statuts de la compagnie et la composition de ses organes de gestion;

2° un rapport détaillé retraçant l'activité de la compagnie depuis au moins trois ans et justifiant le respect des conditions prévues à l'article 2, 1°, 2° et 3° du décret;

3° les bilan et comptes de recettes et dépenses du dernier exercice écoulé;

4° le budget et le programme d'activité de l'exercice en cours;

5° le projet artistique et financier de la compagnie pour les deux premières années de l'agrément sollicité.